MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE PÉKIN

Semaine du 1er août 2022

Chine continentale

Conjoncture (ici)

PMI : *Les PMI publiés par Caixin-Markit et les PMI officiells retombent tous en juillet*

Banque et finance (ici)

Finance verte : *la Chine a publié de nouvelles lignes directrices pour les obligations vertes, alignées sur des normes internationales*
Marché boursier : *le marché boursier chinois est volatile en raison des tensions sino-américaines cette semaine, avec une forte hausse des plateformes axées sur la haute technologie*

Industrie et numérique (ici)

Semi-conducteurs : *le gouvernement américain pourrait restreindre les exportations et investissements dans le secteur en Chine*
Politique intérieure : *JIN Zhuanglong remplace XIAO Yaqing comme secrétaire du Parti au Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT)*

Echanges et politique commerciale (ici)

Relations Chine-Taïwan : *Pékin adopte des mesures commerciales restrictives à l'encontre de Taïwan à la suite de la visite de Nancy Pelosi*

Développement durable, énergie, transports (ici)

Climat : *publication du plan de mise en œuvre du pic d'émissions pour le secteur industriel*
Energie : *la Chine représente 24 % des exportations d'énergies fossiles russes en juillet contre 17 % en mars*

Hong Kong et Macao (ici)

Hong Kong

Commerce extérieur France – Hong Kong : *baisse de 15,6% des exportations françaises vers Hong Kong au T1-2022*
Présence étrangère à Hong Kong : *publication d'un rapport en juillet sur la contribution des filiales étrangères à l'économie*

Macao

Secteur du jeu : *les revenus des casinos se contractent de -95,3% en juillet (g.a)*

Chine continentale

Conjoncture

PMI : les PMI publiés par Caixin-Markit et les PMI officiels retombent tous en juillet

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'abaisse à 50,4 en juillet (contre 51,7 en juin), mais se maintenant en zone d'expansion. Les sous-indices de la production et des nouvelles commandes sont restés en territoire d'expansion en juillet, mais inférieurs à ceux du mois précédent. Il convient également de noter que le sous-indice de la production est plus élevé que celui des nouvelles commandes, reflétant que la reprise de l'offre manufacturière est plus forte que la demande.

L'indice PMI manufacturier officiel retombe en zone de contraction à 49,0 en juillet (contre 50,2 en juin). Cette diminution s'explique par la baisse des principaux sous-indices de la production (49,8 contre 52,8), des nouvelles commandes (48,5 contre 50,4) et de la livraison par les fournisseurs (50,1 contre 51,3). Il convient également de noter le fort fléchissement des prix des intrants (40,4 contre 52,0 en juin) et des prix au départ d'usine (40,1 contre 46,3 en juin), en raison de la réduction des prix du pétrole et du charbon. En outre, les PMI des grandes entreprises, moyennes entreprises et petites entreprises s'abaissent tous en territoire de contraction en juillet.

Le PMI non manufacturier officiel fléchit légèrement à 53,8 en juillet (contre 54,7 en juin), notamment en raison du principal sous-indice des nouvelles commandes (49,7 contre 53,2 en juin).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

Retour au sommaire (ici)

Banque et finance

Finance verte : la Chine a publié de nouvelles lignes directrices pour les obligations vertes, alignées sur des normes internationales

La Chine a récemment publié de nouvelles lignes directrices contraignantes pour l'émission d'obligations « vertes », dans le but de créer un cadre unifié pour un marché à croissance rapide en proie à des normes différentes. Ces principes ont été rédigés par l'organisme d'autorégulation *Green Bond Standards Committee* et déposés auprès de la banque centrale et de la CSRC.

Concrètement, ces lignes directrices s'alignent sur les « *Green Bond Principles* » internationalement acceptés, publiés par *l'International Capital Market Association*, qui définissent une obligation verte comme un instrument obligataire dont les fonds sont exclusivement utilisés pour financer ou refinancer des projets verts. Auparavant, les entreprises chinoises ne pouvaient pas utiliser plus de 50 % du fonds des obligations vertes pour rembourser des prêts bancaires et reconstituer le capital d'exploitation, selon les anciens principes de 2015 publiés par la NDRC. Les nouveaux principes exigent que tous les fonds soient exclusivement utilisés pour soutenir des projets verts éligibles. Les émetteurs d'obligations vertes devraient fournir des informations détaillées sur les projets d'investissement verts ou fournir des informations sur la manière dont les projets sont évalués et sélectionnés, conformément aux nouveaux principes.

Peng Lifeng, directeur adjoint du département des marchés financiers de la banque centrale, a déclaré que la Chine devrait renforcer les institutions qui évaluent et certifient les obligations vertes, améliorer les exigences de divulgation d'informations, réglementer davantage le développement des obligations de neutralité carbone et encourager les organismes à mettre en place des incitations politiques pour s'assurer que les principes sont respectés.

A fin 2021, l'encours des obligations vertes en Chine qui étaient alignées à la fois sur les normes chinoises et internationales a atteint 199,2 Mds USD, dont 68,2 Mds USD d'obligations vertes ont été nouvellement émises en 2021, selon le rapport de la CBI et du CCDC Research. Par ailleurs, la Chine a émis 35,3 Mds USD d'obligations vertes qui n'étaient alignées que sur ses définitions locales cette année-là, rajoute le rapport.

Marché boursier : le marché boursier chinois est volatile en raison des tensions sino-américaines cette semaine, avec une forte hausse des plateformes axées sur la haute technologie

En attendant la visite de Mme Nancy Pelosi à Taiwan, les indices boursiers de Shanghai et de Shenzhen ont chuté respectivement de 2,3 % et 2,4 % le 2 août, avec 2,3 Mds RMB de flux de capitaux sortants quotidiens via les Stock Connects. Toutefois, au cours des jours suivants, les marchés boursiers ont progressivement récupéré les pertes. À noter que ce rebond est notamment tiré par les plateformes de financement axées sur la haute technologie : STAR Market à Shanghai (+6,3 %) et ChiNext à Shenzhen (+3,9 %), et plus précisément le secteur des semi-conducteurs.

Retour au sommaire (ici)

Industrie et numérique

Semi-conducteurs : le gouvernement américain pourrait restreindre les exportations et investissements dans le secteur en Chine

Selon plusieurs sources concordantes, parmi lesquelles le Financial Times, le Chips Act adopté par le Congrès des Etats-Unis prévoirait des clauses interdisant le versement de subventions aux entreprises qui investiraient en Chine dans des capacités de production en-dessous de 28 nm au cours des dix prochaines années. Alors que le plan prévoit des subventions de l'ordre de 52 Mds USD pour soutenir le développement de l'industrie américaine des semi-conducteurs, ces restrictions seraient dues à des considérations liées à « sécurité nationale ». Ces restrictions devraient impacter directement des groupes comme TSMC, dont l'usine à Nankin produit actuellement des puces en 16 nm, ou Intel.

Le 14 juillet dernier, Alan Estevez, sous-secrétaire au Commerce pour l'industrie et la sécurité, avait indiqué lors d'une intervention au Sénat qu'une initiative était en cours pour réévaluer la politique américaine vis-à-vis de la Chine dans ce secteur. M. Estevez avait notamment déclaré : « il y a une ligne rouge sur ce à quoi nous permettons que les Chinois aient accès ». Le 29 juillet, le MOFCOM chinois avait réagi en indiquant que le Chips Act risquait de perturber les chaines de valeur mondiales du secteur et le commerce international, ajoutant que la Chine suivait l'évolution de la situation et prendrait, le cas échéant, des mesures pour protéger ses intérêts.

Selon Bloomberg, qui cite des sources au sein de KLA et Lam Research (fournisseurs d'équipements pour la production de semi-conducteurs), le gouvernement américain prévoirait en outre d'appliquer des restrictions à l'exportation d'équipements permettant la production de puces gravées en-dessous de 14 nm. Par ailleurs, selon Reuters, les Etats-Unis envisageraient également l'interdiction de livraisons d'équipements américains aux fabricants de puces mémoires NAND implantés en Chine. Ces restrictions s'appliqueraient au groupe Yangtze Memory Technologies Co Ltd (YMTC), basé à Wuhan et qui aurait récemment été retenu par Apple parmi sa liste de fournisseurs. Elles concerneraient aussi directement les groupes coréens Samsung et SK Hynik, qui dispose d'une usine à Wuxi (Jiangsu) et a repris le site de production d'Intel à Dalian (Liaoning). Selon le Financial Times, ces mesures pourraient entrainer une réévaluation de ces projets.

Depuis juillet, l'administration américaine ferait également pression sur l'entreprise néerlandaise ASML Holding NV pour qu'elle cesse l'exportation vers la Chine des équipements de lithographie DUV (Deep Ultra Violet), utilisés pour la gravure de puces moins avancées en 28 nm et 14 nm. Des discussions similaires seraient également en cours avec le fabricant japonais Nikon, principal concurrent d'ASML, pour bloquer ses exportations d'équipements de lithographie DUV vers la Chine. ASML et Nikon représentent respectivement près de 95 % et 5 % de la production mondiale d'équipements à lithographie DUV. Pour rappel, ASML n'exporte plus ses machines de lithogravure les plus avancées EUV (Extreme Ultra Violet) permettant de produire des semi-conducteurs à l'état de l'art vers la Chine.

Malgré les restrictions, déjà appliquées ou à venir, le principal fondeur chinois SMIC a annoncé fin juillet être en mesure de produire des puces gravées en 7 nm. Bien que la performance réelle de ces composants soit difficile à estimer, il s'agirait d'un progrès important pour le groupe chinois, placé sur l'*entity list* du Département du commerce américain en décembre 2020. Théoriquement possible avec des DUV, la gravure de puces en 7 nm et en-dessous nécessite cependant l'application de plusieurs couches, un procédé développé par TSMC et dont se serait inspiré SMIC. Une telle méthode impacte significativement le rendement de la production, et donc la rentabilité de ce procédé.

En 2021, les ventes de semi-conducteurs en-dessous en 14 et 28 nm ne représentaient que 15,1% du chiffres d'affaires de SMIC, le reste étant composé de nœuds plus matures. Cela étant, le groupe envisagerait de développer massivement ses capacités de production en 28 nm pour satisfaire la demande chinoise dans des secteurs comme l'IoT ou les télécommunications.

Politique intérieure : JIN Zhuanglong remplace XIAO Yaqing comme secrétaire du Parti de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT)

A la suite à l'ouverture d'une enquête disciplinaire à l'encontre de Xiao Yaqing (*voir brèves du 25 juillet*), Jin Zhanglong (金壮龙) a été nommé le 29 juillet secrétaire du Parti (PCC) du MIIT. Il devrait prochainement prendre formellement la fonction de ministre.

Né en 1964 à Zhoushan (Zhejiang) et membre du PCC depuis 1984, M. Jin était membre des 17ème, 18ème et 19ème congrès et candidat désigné pour le 20ème. Il avait également rejoint le Comité central en 2017. Il a été diplômé en balistique de l'université de Beihang en 1986, puis a obtenu un master d'ingénieur à la Shanghai Academy of Spaceflight Technology (SAST- l'un des principaux instituts chinois spécialisé dans le développement de missiles et fusées), ainsi qu'un doctorat en économie industrielle de l'université Fudan.

En 1998, il prend la direction de SAST et participe aux succès des lancements de la fusée Longue marche 4B et du satellite FY-1C. Dès 1999, il rejoint China Aerospace Science and Technology Corporation (CAST), principale entreprise d'Etat (SOE) dans le domaine spatial, dont il devient directeur général adjoint en 2001. En 2004, il est nommé directeur adjoint de l'Administration spatiale chinoise et devient dans le même temps secrétaire général (puis vice-directeur en 2005) de la Commission pour les sciences et technologies de l'industrie nationale (SASTIND, sous la tutelle du MIIT).

En 2008, il est nommé pour prendre la direction (puis la présidence en 2012) du groupe COMAC, en charge de piloter le programme d'appareil national C919, qui n'a toujours pas été certifié à ce jour par les autorités chinoises.

En 2017, il est nommé directeur adjoint exécutif de la Commission centrale pour l'intégration civilo-militaire, organe de niveau ministériel présidé par Xi Jinping et chargé de mettre en œuvre cette stratégie nationale. Son expérience dans la coordination des programmes à vocation civilo-militaires visant à développer des technologies nationales dans des secteurs sensibles pourrait se traduire par un renforcement de cet axe stratégique au sein du MIIT, dans la lignée des injonctions de Xi Jinping. Malgré l'importance respective du Ministère des sciences et technologies (MOST) dans la coordination des programmes scientifiques prioritaires et de la Commission d'administration des actifs des actifs de l'Etat (SASAC) dans la gouvernance des entreprises d'Etat, le MIIT dispose depuis 2008 d'une direction spécifiquement dédiée à l'intégration civilo-militaire (军民司). Le MIIT labellise ainsi des parcs industriels pour l'intégration civilo-militaire et la SASTIND supervise directement les activités des sept universités les plus impliquées dans les programmes d'armement (les « sept fils » de la défense nationale) et des principaux conglomérats civilo-militaires du pays (CAST, CSSC, CETC…).

Les prises de position de Jin Zhuanglong semblent indiquer qu'il serait plutôt fidèle à Xi Jinping. Outre le fait qu'il dirigeait une entité présidée directement par ce dernier, il avait mentionné le nom du dirigeant pas moins de 18 fois dans un article de Qiushi paru en juillet 2018 faisant la promotion de l'intégration civilo-militaire. Il ferait ainsi partie du « club de l'espace » (航天系 ou 宇宙邦) regroupant des dirigeants issus des grands programmes

aérospatiaux (Ma Xingrui, Zhang Qingwei, Hao Peng…) dont le poids politique semble se renforcer à l'approche du 20ème congrès du PCC : une vingtaine de membres de ce groupe informel seraient ainsi candidats pour siéger lors de la prochaine session. Cette tendance semble illustrer la confiance personnelle de Xi Jinping pour les profils de technocrates, dont l'expérience au sein de SOEs liées au complexe industrialo-militaire les prémunirait des intérêts privés et des influences étrangères. Elle confirme également la priorité accordée à l'innovation et à la modernisation de l'appareil militaire.

Retour au sommaire (ici)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-Taïwan : Pékin adopte des mesures commerciales restrictives à l'encontre de Taïwan à la suite de la visite de Nancy Pelosi

Selon l'agence de presse taïwanaise, les exportations taïwanaises d'environ 2 000 produits agroalimentaires (sur 3 200 référencés) auraient été suspendues bien qu'aucune annonce chinoise ne confirme directement ces chiffres. Un très grand nombre d'entreprises du secteur ont également vu leurs autorisations d'importation suspendues sur le site de la douane dédié à l'enregistrement des exportateurs étrangers de produits alimentaires (interface CIFER) vers la Chine. A ce jour, les douanes chinoises ont seulement annoncé la suspension des importations d'agrumes (*officiellement du fait de résidus excessifs de pesticide détectés*) et de certains poissons (*bar et maquereau congelé ; officiellement en lien avec des traces de covid détectées depuis juin*) ; les importations de ces produits représentent des montants très faibles. Ces mesures ne devraient avoir qu'un impact marginal sur les échanges entre la Chine et Taïwan : selon les douanes chinoises, les importations chinoises de produits agroalimentaires en provenance de Taïwan ont atteint 960 MUSD en 2021, soit 0,4 % des importations chinoises globales de produits agroalimentaires et 0,4 % des importations chinoises en provenance de Taïwan.

Par ailleurs, les exportations de sable naturel (utilisé dans la construction notamment) en provenance de Chine vers Taïwan ont été suspendues ; celles-ci avaient seulement atteint 1,2 MUSD en 2021.

Taïwan était en 2021 le 5e partenaire commercial de la Chine (330 Mds USD) et son déficit le plus important (173 Mds USD), en particulier du fait des importations de semi-conducteurs (165 Mds USD).

Retour au sommaire (ici)

Développement durable, énergie, transports

Climat : publication du plan de mise en œuvre du pic d'émissions pour le secteur industriel

Le plan d'atteinte du pic d'émissions pour le secteur industriel a été publié conjointement par trois administrations : le ministère de l'Industrie et de l'Information (MIIT), la Commission pour le développement et la réforme (NDRC) et le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE).

Afférent à la stratégie « 1+ N », ce plan réitère l'objectif chinois du pic d'émissions avant 2030 pour les industries et celui du 14e plan quinquennal sur la baisse de l'intensité énergétique de 13,5% d'ici 2025. Il prévoit de valoriser davantage le rôle du marché afin d'accélérer la décarbonation, notamment en promouvant le développement du marché carbone et la réforme du marché de l'électricité. Il souligne la nécessité de renforcer la tarification différenciée de l'électricité pour les secteurs énergivores afin d'inciter les entreprises à améliorer leur efficacité énergétique. L'accent est également mis sur la promotion de l'économie circulaire dans le monde industriel avec des objectifs quantitatifs mis en place, tels qu'un taux de réutilisation de 57% de déchets solides industriels en vrac d'ici 2025 ainsi que le recyclage de 180 Mt de ferraille à la même échéance. De même, le recyclage des métaux d'importance stratégique, tels que le cobalt et le lithium, est encouragé.

Pour information, le secteur industriel représente à l'heure actuelle environ 65% de la consommation d'énergie en Chine. En 2019, les trois plus grands sous-secteurs manufacturiers consommateurs d'énergie sont la sidérurgie, la chimie et la pétrochimie ainsi que les minéraux non métalliques.

Energie : la Chine représente 24% des exportations d'énergies fossiles russes en juillet contre 17% en mars

D'après une étude de l'organisme de recherche indépendant CREA (*Centre for Research on Energy and Clean Air*), les exportations en volume des énergies fossiles depuis la Russie ont baissé de 6% en juillet comparées au mois de juin et de 22% comparées au mois de mars (pic d'exportations). Cependant, les revenus devraient croître en raison des prix du gaz plus élevés.

La part de la Chine des exportations d'énergies fossiles russes s'élève à 24% au mois de juillet contre 17% au mois de mars. Cette augmentation s'explique en partie par la baisse de la part de l'Union Européenne qui est passé de 62% en mars à 47% en juillet. Bien que les exportations d'énergies de la Russie vers la Chine soient au-dessus de leur niveau d'avant la crise ukrainienne, elles sont insuffisantes pour compenser le recul de l'Union Européenne. L'augmentation des importations chinoises est principalement portée par le pétrole brut.

Retour au sommaire (ici)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Commerce extérieur France – Hong Kong : baisse de 15,6% des exportations françaises vers Hong Kong au T1-2022

Les exportations françaises vers Hong Kong ont diminué de 15,6% au cours des 4 premiers mois de l'année à 1,4 Mds EUR, principalement pénalisées par la baisse de 91% de l'aéronautique (27 M EUR), deuxième poste d'exportations vers Hong Kong en 2021 (aucune livraison d'aéronefs au cours des 4 premiers mois de l'année). Hors aéronautique, les exportations françaises marquent toutefois une progression de 1,4%, à laquelle ont contribué les ventes de maroquinerie qui représentent 23% du total exporté sur la période (1er poste d'exportations), en progression de 9,4% (317,7M EUR), après une contraction de 18,6% en 2021. Les exportations de parfums et produits pour la toilette (2ème poste d'exportations avec 10% du total) avec se contractent en revanche de 10,3% à 142,7 M EUR. Les vins sont le 3ème poste d'exportations françaises au cours de la période (117,4 M EUR) malgré une baisse de 27,8% en raison principalement de fermeture à 18h des bars et restaurants durant l'essentiel de la période du fait des mesures de distanciation sociale en place.

Présence étrangère à Hong Kong : publication d'un rapport en juillet sur la contribution des filiales étrangères à l'économie

Un rapport publié en juillet 2022 par le *Census and Statistics Department* analyse la présence des filiales étrangères à Hong Kong en 2020, telles que définies par un critère de détention de plus de 50% des droits de vote par un investisseur étranger. En 2020, Hong Kong comptait 11 100 entreprises détenues majoritairement par un investisseur étranger, qui employaient 814 000 personnes (-4,6% par rapport à 2019), soit 22,2% de l'emploi total de Hong Kong.

La valeur ajoutée dégagée par les filiales étrangères s'est élevée à 117 Mds USD (-3% par rapport à 2019). Leurs exportations de biens et services ont diminué de -5,8 % en g.a à 195,2 Mds USD, tandis que leurs importations ont augmenté de +0,9 % à 185,4 Mds USD.

La contribution la plus importante revient aux 3 200 filiales étrangères du secteur finance et assurance, immobilier, services professionnels, qui représentent 4,9% du nombre total de filiales, 45,7% de l'emploi et 61,5% de la valeur ajoutée des filiales étrangères à Hong Kong.

Les Iles Vierges britanniques, le Royaume Uni et les Bermudes sont les premiers investisseurs directs en termes de valeur ajoutée dégagée par les filiales étrangères pour 21,9%, 13,8% et 10,7% du total ainsi que pour l'emploi pour 33,1%, 11,2% et 8,7%. En regardant la détention réelle des filiales selon le critère de l'investisseur ultime, les premiers employeurs étrangers sont le Royaume-Uni (120 000), les États-Unis, (84 000), la Chine (88 000) et le Japon (57 000) suivis par la France (25 000) en 5ème position. En termes de valeur ajoutée, la Chine est en première position (20%), devant le Royaume Uni (14,4%) et les Etats-Unis (14%). Hong Kong apparaît comme l'investisseur ultime dans une large part des filiales « étrangères » pour 31,9% de l'emploi et 18,3% de la valeur ajoutée. Par les revenus dégagés, les filiales chinoises sont en tête (103,5 Mds USD, -7,6%), devant le Japon (98,8 Mds USD, -12,5%), les Etats-Unis (77,3 Mds USD, -4,5%), le Royaume Uni (54,9 Mds USD, -8,5%) et la Suisse (30,5

Mds USD, +4%). Les filiales françaises, en 6ème position, ont dégagé des revenus de 25,9 Mds USD en 2020 (+14,6%).

Macao

Secteur du jeu : les revenus des casinos se contractent de -95,3% en juillet (g.a)

Les revenus des casinos reculent en juin de -95,3% en g.a et -83,9% en glissement mensuel à 49 M USD, le niveau le plus bas depuis 2009, en raison de la reprise de l'épidémie à Macao avec 1 816 cas recensés entre le 19 juin et le 26 juillet. Sur les sept premiers mois de l'année, la baisse des revenus des casinos est de -53,6% en g.a (3,28 Mds USD), soit une baisse de -84,7% par rapport à la même période en 2019. Selon une note de Citigroup commentée par la presse, la reprise du tourisme devrait être progressive, avec des revenus des jeux en août estimés à 185 M USD soit environ 6% du niveau atteint en 2019.

Depuis le 2 août, les lieux de divertissement, les salles de sport et les restaurants sont autorisés à rouvrir avec un test Covid-19 négatif de moins de 72 heures pour les clients.

Pour mémoire, les visiteurs chinois sont exemptés de quarantaine à Macao mais doivent présenter un test COVID-19 négatif de moins de 48 heures à leur arrivée. Les visiteurs en provenance de Macao vers la ville frontalière chinoise de Zhuhai sont à nouveau exemptés de quarantaine depuis le 3 août avec un test COVID-19 négatif de moins de 24 heures. Les visiteurs sont toutefois confinés à leurs domiciles et bureaux à Zhuhai et interdits de transports en commun et de rassemblements pendant les trois premiers jours.

Le gouvernement de Macao a annoncé également la réduction de la quarantaine à l'hôtel à partir du 6 août pour les résidents macanais, hongkongais et taiwanais à leur retour de voyage (hors Chine) de 10 jours à 7 jours, suivi par 3 jours d'auto-surveillance.

Clause de non-responsabilité - Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Retour au sommaire (ici)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Hu Haowei, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance
Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr